

% lignes d'attac

Université d'été à Toulouse
Contre-sommet au G20 de Hambourg
Turquie, après le référendum
Nucléaire : entretien avec B. Laponche
Un été de luttes
Dossier. combattre le virage néo-conservateur

numéro 110 juin 2017

PUBLICATIONS

5-8 juillet 2017
contre le G20 à Hambourg (DE)

7-8 juillet 2017
rassemblement NDDL (44)

27 juillet-3 août 2017
Altermilieu Attac à Arradon (56)

4-15 août 2017
camp climat AT/ANV

18 au 20 août 2017
30 ans de la Confédération
paysanne à Alloue (16)

23 août 2017
AG Attac France (Toulouse)

23-27 août 2017
Université européenne
des mouvements sociaux (Toulo)

24-29 août 2017
Ende Gelände (DE)

cette crise qui n'en finit pas par ici la sortie !

Attac
éditions LLL, 2017



Petit manuel de la transition (nouvelle édition augmentée)



Nos publications sont disponibles
sur www.boutique.attac.org
ou materiel-militant@attac.org

Assemblée générale 23 août 2017

Avec ce numéro, vous trouverez le dossier de l'AG 2017 qui se déroulera à Toulouse le 23 août juste avant l'ouverture de notre Université d'été. Le vote porte sur les rapports d'activité et financier.

Cette année, pour des raisons pratiques et techniques, il ne sera pas possible de voter sur place. Le vote par correspondance aura lieu du 1er au 31 juillet. Nous vous demandons de lire avec la plus grande attention l'ensemble de ce dossier, et de respecter scrupuleusement les indications données pour que votre vote puisse être pris en compte.

Vous devez utiliser pour voter l'enveloppe comportant l'adresse de la boite postale, jointe à cet envoi. Sur cette enveloppe vous devez coller l'étiquette code-barres qui figure sur le bulletin (adhésion ou don) joint à *Lignes d'Attac*. Ce code barre est indispensable et nous permettra de faire l'émargement.

Vous devrez la poster avant le 31 juillet à minuit.

N'oubliez pas de l'affranchir.

Les votes seront dépouillés le 5 ou 12 août.

Les résultats seront proclamés lors de l'Assemblée générale le 23 août à 16h.

% bulletin d'abonnement
lignes d'attac

nom
 prénom
 adresse

code postal courriel	ville
-------------------------	-------

abonnement d'un an au tarif normal de 20€
 abonnement d'un an au tarif adhérent 12€

numéro de carte
 date d'expiration

date
 signature

ci-joint chèque bancaire ou postal
 à l'ordre d'Attac à retourner à
Attac
service abonnements
21 ter rue Voltaire 75011 Paris

Attac
association pour la taxation
des transactions financières
et pour l'action citoyenne
est un mouvement
d'éducation populaire
tourné vers l'action.
Attac se mobilise
contre l'hégémonie
de la finance
et la marchandisation
du monde,
pour des alternatives
sociales, écologiques
et démocratiques.

éditeur de publication
Attac France
directeur de publication
Annick Coupé
conception maquette
Stéphane Dupont

ont participé à la rédaction
de ce numéro
Jacqueline Balvet, Nikolaz
Berthomeau, Isabelle
Bourboulon, Hélène Cabioch',
Geneviève Coiffard-Grosdoy,
Maxime Combes, Jean-Michel
Coulomb, Bernard Dreano,
Benoît Ducasse, Fabien
Escalona, Nicolas Galépides,
Jean-Marie Harribey,
Nicolas Haeringer,
Eric Le Gall, Nils Loret, Rozenn
Perrot, Jeanne Planche,
Dominique Plihon, Hervé
Thomas, Aurélie Trouvé
Sauf mention contraire,
tou.te.s les rédacteurs.trices
sont membres des instances
et commissions d'Attac

couverture
Brice Le Gall

illustrations
Charlotte Planche

impression
Ça va print
imprimé sur papier recyclé



Syndicat de la Presse Sociale

abonnement annuel
4 numéros : 20€
dépôt légal à parution
ISSN 1620-8420
CPPAP 0519G81654

Attac France
21 ter rue Voltaire
75011 Paris
01 56 06 43 60
attacfr@attac.org

La régression écologique et sociale est en marche. A nous de faire barrage !



Aurélie Trouvé
et Dominique Plihon
porte-paroles d'Attac France

Les choses sont claires. Emmanuel Macron est arrivé au pouvoir grâce à l'appui du patronat et des grands groupes industriels, financiers et médiatiques. Il est là pour défendre les intérêts de l'oligarchie politico-financière. En témoigne la composition du gouvernement, dominé par des politiciens conservateurs, de gauche et de droite, et des personnalités issues du monde des affaires. Edouard Philippe, élu Les Républicains (LR) et ancien d'Areva, en est la parfaite illustration. Le choix de faire du démantèlement du Code du travail le premier acte politique fort du gouvernement démontre, s'il en est besoin, l'alliance explicite entre le nouveau gouvernement et le Medef. On voit mal comment Nicolas Hulot pourra mettre en œuvre la transition écologique dont il a reconnu l'incompatibilité avec le capitalisme financier.

Les risques sont considérables pour l'avenir du contrat social qui constitue le ciment de la société française. Le mouvement social a un rôle stratégique à jouer dès maintenant face aux attaques tous azimuts inscrites dans le programme du nouveau gouvernement, qu'il s'agisse du droit du travail, des cadeaux fiscaux annoncés aux plus riches, de l'école et de l'université, de l'hôpital...

Attac s'organise pour prendre sa part dans ce combat de résistance et de promotion des alternatives écologiques et sociales.

L'association a décidé de mettre toutes ses forces pour répondre aux agressions du gouvernement. La lutte contre la nouvelle loi travail sera une priorité, en étroite relation avec le mouvement syndical. Attac restera mobilisée dans son action contre le CETA, pour éviter une adoption-éclair par le nouveau Parlement.

Notre campagne *Un million d'emplois pour le climat* continuera de montrer qu'une autre politique est possible. Nous poursuivrons nos actions de désobéissance civile contre les multinationales et leur évasion fiscale massive. L'un des temps forts de la rentrée sera le vote du budget 2018, avec des réformes fiscales injustes et dangereuses concernant la CSG, l'ISF et la taxe d'habitation. *Rendez l'argent*, volé par les riches et les multinationales, sera notre mot d'ordre pour définir une autre politique budgétaire et fiscale !

Ainsi, la rentrée s'annonce chaude. Pour en débattre et nous organiser, venez nombreux à l'Université européenne des mouvements sociaux, du mercredi 23 au dimanche 27 août à Toulouse.

Le secret des affaires une arme de dissuasion massive contre la liberté d'informer

Fin 2010, quelques grands groupes industriels demandent à la Commission européenne d'adopter une directive pour lutter contre l'espionnage économique. La direction générale du Marché intérieur commande donc un premier rapport à un cabinet d'avocats international, *White and Case*. Lobbyistes et fournisseurs d'expertises s'empressent de proposer leurs services aux quelques fonctionnaires chargés du dossier. Les multinationales à l'initiative s'activent, elles aussi, par l'intermédiaire du cabinet de lobbying *Trade Secret & Innovation Coalition* (TSIC). Puis, la Commission commandite une deuxième étude d'impact plus approfondie et recourt, pour ce faire, au cabinet Baker and McKenzie (encore un cabinet privé !) qui va établir un questionnaire envoyé via des lobbies à un nombre important d'entreprises. Résultat mitigé ! L'image d'une situation apocalyptique qui nécessiterait des mesures d'urgence prend du plomb dans l'aile... Qu'à cela ne tienne, les intérêts en jeu étant ce qu'ils sont - se prévenir de la concurrence, protéger les marges et les situations de monopole, se protéger des fuites et des révélations du type WikiLeaks -, l'affaire est relancée. La Commission organise donc un débat public auquel ne sont invités ni les syndicats ni les ONG et, en décembre 2013, passant outre aux oppositions, elle publie une proposition très répressive. Au printemps 2014, l'opinion se réveille lorsque le Conseil européen rédige un avant-projet ; les syndicats suédois, qui ont évalué le risque que fait courir le texte pour la mobilité des cadres qui seraient tenus au secret professionnel, sont les premiers à monter au créneau ; suivis des ONG, notamment Corporate Europe Observatory (CEO), qui en se mobilisant empêchent la Commission de faire passer la directive avant les élections européennes.

Un projet de loi Macron liberticide... déjà !

Début janvier 2015, en France, le projet de loi Macron est en discussion à l'Assemblée nationale.

Celui-ci comporte des amendements cavaliers permettant de faire adopter en droit français les principaux éléments de la directive de façon à préempter le débat. Quand survient l'attentat contre *Charlie-Hebdo* qui provoque une émotion considérable dans l'opinion et une mobilisation sans précédent des journalistes. Le gouvernement recule et les amendements sont abandonnés.

Finalement, après examen de la commission des Affaires juridiques du Parlement européen qui redresse un peu le tir en gommant les aspects les plus graves du projet, le vote du Parlement européen qui approuve le texte à une large majorité a lieu le 14 avril 2016, malgré l'opposition de certains élus, de journalistes, de lanceurs d'alerte, d'ONG et de syndicalistes qui jusqu'au bout auront tenté de l'empêcher. La directive est définitivement adoptée en juin et les Etats membres ont maintenant un délai de deux ans, soit jusqu'en juin 2018, pour la transposer en droit national.

Le secret est la règle, la transparence l'exception

Quels risques fait peser la directive sur la liberté d'informer ? L'essentiel à retenir est que les journalistes et lanceurs d'alerte qui seraient poursuivis pour atteinte au secret des affaires devront justifier que cette atteinte résulte d'un impératif d'intérêt général ; autrement dit, être en situation de défense de la légitimité de divulgation de l'information. "Il s'agit du secret des affaires défini de façon large, tautologique, et ceux qui y porteront atteinte vont devoir se justifier, alors qu'en France il n'y a toujours pas de statut de lanceur d'alerte", estime Eric Alt, magistrat, vice-président d'Anticor. La notion même d'intérêt général contenue dans le texte laissera une grande marge de manœuvre aux juges. Le principal danger étant que les multinationales choisissent d'engager des poursuites dans les Etats dont la législation leur sera la plus favorable, c'est-à-dire la plus répressive. Tout dépend donc désormais du rapport de forces que les ONG et les syndicats réussiront à créer dans les différents Etats, dont la France, pour s'opposer à l'adoption de la directive.

Isabelle Bourboulon

Une Maison des lanceurs d'alerte

A l'initiative de plusieurs associations et syndicats (CFDT cadres, CGT UGICT, Pacte civique, Réseau environnement-santé, Sciences citoyennes, Transparency International, Attac), une "Maison des lanceurs d'alerte" est en voie de création. Ses principales missions seront de fournir un accompagnement juridique et financier aux lanceurs d'alerte, de faire pression sur les institutions en vue de renforcer leur protection, de sensibiliser l'opinion et de former au droit d'alerte.

Débattons, résistons, agissons. C'est le moment ! Université d'été à Toulouse, 23-27 août 2017

Si le deuxième tour de la présidentielle a permis d'éloigner l'extrême-droite du pouvoir pour un temps, ce n'est pas une victoire pour les mouvements sociaux et écologistes. Les premiers jours de la présidence Macron donnent le ton. La République sera peut-être en marche, mais cela signifie davantage piétiner les droits des travailleurs et les maigres efforts de lutte contre le changement climatique que d'avancer vers le progrès social et la transition écologique.

Nous nous en doutions, il ne faudra pas attendre longtemps pour nous mobiliser ! Profitons donc cet été de l'Université d'été européenne des mouvements sociaux comme un temps fort pour l'analyse, la convergence, la formation et la préparation des mobilisations. Ainsi, dès septembre nous serons prêt·e·s, aux côtés de nos ami·e·s européen·ne·s, pour faire barrage aux politiques néolibérales et empêcher qu'elles ne fournissent de nouveaux arguments à l'extrême-droite.

Ces cinq jours sous le soleil du Midi vous réservent un programme intense. Tous les jours entre 9 h et 16 h vous pourrez participer à l'un des six séminaires ou des seize ateliers traitant de la finance, de l'écologie, de la démocratie, de la solidarité internationale, des résistances et alternatives concrètes, de la lutte contre les lobbies et le pouvoir des multinationales ou encore de l'austérité et de la précarité.... Chaque soir, suivront des forums où personnalités militantes ou du monde de la recherche interviendront pour exposer leurs analyses et présenter les mobilisations actuelles et à venir. Seront notamment présent·e·s Susan George, Edwy Plenel, Achille Mbembe, Zoé Konstantopoulou, Usul, Jonathan Smucker, Nick Dearden, Elena Gerebizza, Massa Koné, Pablo Solon... Et bien d'autres que nous vous révéleront très vite !

Egalement au programme en soirée, de nombreuses activités culturelles. Et tous les jours, des excursions au cœur des alternatives à Toulouse et dans la région. Enfin, diverses sessions de formation à l'action créative vous donneront les outils nécessaires pour passer à l'action sans plus attendre !

Vous souhaitez débattre, résister et agir ? N'attendez plus pour vous inscrire à l'Université d'été européenne des mouvements sociaux. C'est le moment !

Nils Loret

Plus d'info et inscriptions sur www.esu2017.org

G20 de Hambourg un contre-sommet avec pour maître mot la solidarité

Dans *Lignes d'Attac* d'avril dernier, nous avions tracé les grandes lignes et les enjeux du G20 de Hambourg. Un sommet sous présidence allemande avec la pérennisation d'un monde toujours plus inégalitaire, pollueur et meurtrier au menu des "grands de ce monde". Plus que jamais les mouvements sociaux doivent faire barrage à ce processus, dans un contexte très difficile où leur voix passe difficilement pour mobiliser le plus largement. Médias aux ordres, Etats policiers, libertés de circulation et de manifester entravées, la mobilisation pour le G20 est cependant très dynamique avec une plate-forme allemande et une coalition internationale qui entend bien prendre la place de Hambourg et porter la contradiction lors d'un contre-sommet qui se veut dynamique, festif et désobéissant. Tout cela se passera dans le cadre d'une semaine compacte de protestation. Au programme de ce contre-sommet, un forum sur trois jours, un sommet de la solidarité mondiale les 5 et 6 juillet avec nombre de débats et d'activités autour des thèmes du G20 : la paix vs l'économie de guerre, les communs et services publics vs les privatisations, le climat, la démocratie. Un programme sous le signe de la solidarité et des luttes.

Après les débats, un peu d'action

Dès le 2 juillet, une coalition de syndicats et d'ONG allemands organisent une "vague de protestation" à Hambourg, en reprenant les thèmes du libre-échange, des inégalités et de la démocratie. Les 7 et 8 juillet sont respectivement consacrés aux actions de désobéissance civile et à une grande manifestation. A l'image de Blockupy en mars 2015, les organisateurs allemands ont mis au point un consensus pour l'action qui permet de donner un maximum de cohérence aux groupes impliqués et d'avoir le meilleur impact médiatique possible, l'important étant de convaincre le plus grand nombre des errements des sommets mondiaux. Cela ne va pas sans mal car les autorités locales ont construit une véritable campagne de dénigrement du contre-sommet dans le but d'effrayer et réduire la participation. Malgré un certain éloignement de Hambourg, des militants français, d'Attac, de syndicats et de collectifs, seront sur place.

Nicolas Galepides et Hélène Cabioc'h

Plus d'informations sur france.attac.org
<http://solidarity-summit.org/en/>
<https://nog20fr.noblogs.org>

Turquie après le référendum

Recep Tayyip Erdogan a réussi à faire adopter par référendum le 16 avril une constitution lui permettant de concentrer tous les pouvoirs, se passer du Parlement pour légiférer, nommer les magistrats, haut-fonctionnaires, militaires, etc. Malgré l'état d'urgence, des milliers de manifestants dans toute la Turquie ont demandé l'annulation du scrutin. Loin de se sentir sûr de lui, le *Rais*, comme l'appellent ses partisans, a lancé une nouvelle vague d'arrestations.

Une double légitimité dégradée

La république turque, fondée en 1923 par Mustapha Kemal, est restée pour l'essentiel un régime autoritaire, marqué par plusieurs coups d'Etat de l'armée. En 2002, la victoire électorale du Parti de la justice et du développement (AKP), dirigé par Erdogan, a changé la donne. Ce parti, islamiste, a profité du discrédit des dirigeants corrompus des partis traditionnels et de "l'Etat profond".

Les premières années, le gouvernement a bénéficié d'une double légitimité :

- l'ouverture démocratique, avec une amélioration de la liberté de la presse et d'association, l'autorisation de la langue kurde, dans le contexte du début de la négociation pour une adhésion à l'Union européenne (UE), et de la volonté de pacifier les relations avec les voisins : Grecs, Russes, Arabes, Iraniens, et même Arméniens ;
- le développement économique d'un tissu de PME dynamiques ; vivier électoral de l'AKP.

Il en a résulté une série de victoires électorales de l'AKP, rassemblant la moitié des électeurs.

Cette situation a commencé à se dégrader à partir de 2009 du fait de la crise mondiale de 2008 mais aussi des contradictions entre le programme conservateur de l'AKP et le développement d'une "mouida" culturelle de la jeunesse des villes. Au début des années 2010 commencent la répression des médias et l'affirmation du pouvoir personnel.

Un problème pour les Turcs et pour les Européens

En 2015, l'AKP perd sa majorité parlementaire. Dès lors, Erdogan amplifie la répression, durcit son discours islam-nationaliste, casse la dynamique de paix et relance la guerre au Kurdistan. Et, dans un contexte de grande tension, remporte de nouvelles élections en novembre... jusqu'à la tentative de coup d'Etat contre lui en juillet 2016. La répression contre ses opposants atteint alors un niveau sans précédent en nombre d'arrestations, de personnes privées d'emplois, de fermeture de structures éducatives, d'associations, de médias...

Le résultat du référendum d'avril 2017 n'a rien d'un triomphe, au minimum la moitié de la population est hostile au projet du nouveau sultan. Et l'avenir va être assombri par la dégradation de la situation économique, l'inflation, l'effondrement du tourisme, la chute des investissements, accentués par la désorganisation provoquée par la répression. Il est certain que les 2,5 millions de réfugiés syriens vont rester beaucoup plus longtemps que prévu, ce qui pose déjà d'énormes problèmes économiques et sociaux. La "puissance régionale" qu'avait réussi à incarner la Turquie est ballotée dans un contexte géopolitique instable, même si l'Amérique de Trump semble prête à consolider sa relation avec Erdogan. Surtout pour une Turquie en union douanière avec l'UE depuis 1996, il n'y a pas vraiment de renversement d'alliance économique possible, en tout cas à moyen terme...

On peut donc s'attendre, dans les mois qui viennent à un durcissement des discours de guerre. Un nationalisme aux effets ravageurs, en interne – une menace de quasi guerre civile larvée en Turquie, et aussi à l'extérieur. Tandis que l'islamophobie se développe en Europe, la majorité de la diaspora turque, y compris en France, a voté "Oui" au référendum. L'évolution de la Turquie, ce n'est pas un problème seulement pour les Turcs mais pour toute l'Europe...

Bernard Dreano, Assemblée européenne des citoyens

Pour en savoir plus :

Le Bulletin d'information pour les droits et libertés en Turquie : dlturquie.org

Des sites : kedistan.net, info-turk.be et susam-sokak.fr

Et en anglais : turkeypurge.com (la répression en chiffres) et le site de la fondation des Droits de l'Homme de Turquie (TIHV) : <http://en.tihv.org.tr/>

Code du travail et CETA une même logique, un même combat !

Emmanuel Macron a affiché son intention de réduire drastiquement le Code du travail le plus rapidement possible après son élection. Cette déconstruction doit se faire par ordonnances, pratique qui, après accord préalable du Parlement, permet de promulguer une loi sans aucun débat parlementaire. Pour le nouveau pouvoir, il s'agit d'aller encore plus loin que la loi dite "El Khomri", pourtant majoritairement rejetée par les Français.

Revenant sur les reculs que la mobilisation était parvenue à imposer au précédent gouvernement, c'est maintenant la définition de l'ensemble du droit du travail qu'Emmanuel Macron souhaite renvoyer aux accords d'entreprise. Ce compartimentage des négociations sera évidemment bien plus défavorable aux salarié·e·s, tout comme la volonté du nouveau président de plafonner les indemnités que devront verser les employeurs en cas de licenciement abusif.

Même si les deux sujets peuvent paraître éloignés, la possible ratification par la France du CETA, l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada, fait peser une menace supplémentaire sur les droits des salariés. Outre les dangers dont il est porteur pour l'agriculture, les services publics, la santé, la protection des consommateurs, l'environnement ou le climat, son instauration entraverait gravement la possibilité d'un retour ultérieur à un droit du travail digne de ce nom. Grâce au CETA, toute entreprise multinationale pourra se servir du tribunal arbitral de l'ICS¹ pour attaquer des dispositions légales ou réglementaires risquant d'entraver ou de restreindre ses bénéfices, demander un dédommagement astronomique ou obliger l'Etat à défaire ces dispositions. A l'avenir, même si un gouvernement progressiste ne se laisse pas dissuader par cette menace, il pourra voir son projet bloqué par l'organe de coopération réglementaire du CETA.

Il est capital de ne pas relâcher la mobilisation contre ces deux projets ultra-libéraux en commençant par signer et faire signer largement autour de vous l'initiative Stop CETA sur stop-ceta.fr ou collectifstopafta.org

Jean-Michel Coulomb et Rozenn Perrot
Pour les commissions "Travail-Santé-Protection sociale" et "TTIP/Tafta" d'Attac France

¹ ICS : *Investment Court System* ou Système judiciaire sur l'investissement, plus connu sous le nom de "tribunaux d'arbitrage".



Pour les riches c'est déjà Noël ?

Samedi 20 mai, des militant·e·s d'Attac, du DAL et du collectif "Nos droits contre leurs priviléges" ont mené une action symbolique devant la boutique LVMH du bd Saint-Germain à Paris, pour alerter sur le danger des mesures fiscales annoncées par le nouveau Président de la République, Emmanuel Macron, et l'absence de mesures sociales. Ces cadeaux fiscaux, le soutien à la spéculation immobilière et la casse du droit du travail vont frapper à plein fouet salarié·e·s, précaires, locataires et habitant·e·s des quartiers populaires. Toujours plus pour une poignée de privilégiés, toujours moins pour le plus grand nombre... c'est parti pour 5 ans de résistance !

la Confédération paysanne a 30 ans !

La Confédération paysanne est, depuis 1987, un acteur majeur du syndicalisme agricole français. Le projet pour une agriculture paysanne qu'elle défend avec constance depuis sa création intègre pleinement les dimensions sociales, agronomiques et environnementales dans la production agricole. C'est une alternative réaliste à un modèle d'agriculture industrielle qui élimine trop de fermes et de paysan·ne·s. La Conf' combat un modèle agricole qui conduit à la domination économique de quelques structures hyperproductives et hyperconcentrées, tout comme elle s'oppose à une vision de l'agriculture "paysagère" ou de loisir. Les paysan·ne·s ont une mission qu'ils sont les seuls à pouvoir remplir : nourrir les femmes et les hommes. Leur travail a une valeur et doit leur assurer un revenu juste.

La Conf' veut maintenir des fermes nombreuses et diversifiées : l'apport des paysan·ne·s au dynamisme et à la gestion de nos territoires ruraux doit être reconnu. Elle veut permettre l'accès à la terre et aux moyens de production aux futur·e·s paysan·ne·s. Elle veut, à tous les niveaux, dans l'ensemble des politiques publiques, faire reconnaître et valoriser des formes d'agriculture paysanne, durable, biologique.

Mettre en place l'agriculture paysanne et agir pour un changement de société ne peut être uniquement le fruit de prises de conscience et d'engagements individuels. La mobilisation collective contre les attaques de l'économie libérale et des politiques qui l'accompagnent est essentielle. C'est pourquoi la Conf' est présente aussi bien sur les lieux de luttes contre les grands projets inutiles (à Notre-Dame-des-Landes ou à Bure...) ou les fermes-usines (telle celle des 1 000 vaches, dans la Somme), que dans les manifestations contre les accords de libre-échange ou la dérégulation des marchés et dans les négociations pour infléchir les politiques et revendiquer un changement de cap de l'agriculture.

Le projet d'agriculture qu'elle porte, partie d'un projet de société pour "d'autres mondes possibles", s'inscrit naturellement dans la Via campesina, le plus vaste mouvement paysan au monde, fondé en 1993, et dans les mouvements sociaux au sens large, d'où la participation de la Conf' à la création d'Attac, en France, en 1998.

Benoît Ducasse
www.confederationpaysanne.fr

Guyane : la mobilisation a fait voler en éclat les préjugés

Après des semaines de blocages, dont celui du centre spatial de Kourou, de manifestations historiques et de grève générale, l'Etat français a été contraint de répondre à la mobilisation des Guyanaises et Guyanais qui exprimaient leur mécontentement face à leurs conditions de vie dans cette ancienne colonie française. [...]

La colère vient de loin : des promesses non tenues, des inégalités criantes, du comportement colonial de la France. Alors que l'Etat est capable d'investir des milliards d'euros pour faire régulièrement décoller des fusées, il a prétendu ne pas avoir d'argent pour construire des collèges et des lycées, pour doter le territoire d'un système de santé public décent et pour rendre l'économie indépendante des importations venant de la métropole. Aucune reconnaissance des peuples autochtones n'est accordée et l'exploitation illégale et privée des ressources est banalisée. La Guyane a totalement été abandonnée. Le chômage touche 44 % des jeunes de 15 à 24 ans, le taux de pauvreté est de 44,3 % ; 15 % de la population n'a pas accès à l'eau potable. Le taux de criminalité y est le plus important des territoires régis par la France.

Il aura fallu plus d'un mois de mobilisation, en pleine campagne électorale, pour qu'un accord soit signé la veille du premier tour. [...] L'accord confirme "le plan d'urgence" précédemment acté, incluant la construction de cinq lycées et dix collèges en cinq ans, 300 millions pour une quatre-voies et le doublement d'un pont, 212 millions en faveur de la Collectivité territoriale de Guyane (CTG), la construction d'une cité judiciaire à Cayenne, d'une prison à Saint-Laurent-du-Maroni et des renforts de policiers et gendarmes. L'accord confirme la cession de 250 000 hectares de foncier de l'Etat à la CTG et aux communes, la revendication de la rétrocession totale du foncier de l'Etat à la CTG est renvoyée aux futurs états généraux qui devront alors rouvrir le débat sur l'évolution statutaire. [...] La mobilisation a fait voler en éclat les préjugés que les uns avaient sur les autres. "Nous sommes tous Guyanais – Brésiliens, Haïtiens, Surinamais, Gyanis..." Elle a été exemplaire par sa détermination. Lagwiyann levé ! (Guyane soulève-toi !). Attac France exprime tout son soutien à la population de Guyane !

**Extrait du communiqué de presse publié par Attac France le 23 avril 2017
<https://france.attac.org/actus-et-medias>**



“Le nucléaire civil connaît actuellement la conjonction de crises profondes et dangereuses”

entretien avec Bernard Laponche

Physicien nucléaire, expert en politiques de l'énergie, co-auteur de *En finir avec le nucléaire, pourquoi et comment* (Le Seuil, 2011)

Vous participez à la préparation du 3ème Forum social mondial anti-nucléaire (FSM-AN) qui se tiendra du 2 au 4 novembre 2017 à Paris, pouvez-vous nous en expliquer la genèse ?

Suite à des discussions lors du FSM de Tunis en 2015, le premier FSM-AN s'est tenu à Tokyo en mars 2016. Il a rassemblé une cinquantaine de militant.e.s de divers pays (Brésil, France, Ukraine, Turquie, notamment) et de nombreux participants japonais et asiatiques. Un point fort de cette rencontre a été les discussions sur les risques pour les travailleurs des industries nucléaires. Lors du FSM 2016 à Montréal, plusieurs militants français ont lancé l'idée de prendre le relais en organisant un FSM-AN en France en 2017, proposition qui va se concrétiser en novembre prochain à Paris.

Pourquoi avoir choisi d'organiser ce Forum en France ?

Le choix d'organiser le FSM-AN en France est particulièrement opportun, pour plusieurs raisons. En premier lieu, la France a développé conjointement les armes nucléaires et la production d'électricité d'origine nucléaire ; elle est le second pays au monde par le nombre de réacteurs en activité (après les Etats-Unis) et le premier, de loin, par habitant. Ses réacteurs assurent 75 % de sa production totale d'électricité : c'est un record mondial ! Par ailleurs, au confluent des activités militaires et civiles, la France est le seul pays, avec le Royaume-Uni, à procéder à la production de plutonium par l'industrie du retraitement des combustibles irradiés. D'autre part, le nucléaire civil connaît actuellement la conjonction de crises profondes et dangereuses : une crise technique (malfacons et falsifications de pièces essentielles) ; une crise de la

sûreté, du fait de l'insuffisance des contrôles et du comportement manipulateur des exploitants (EDF, AREVA, CEA) dans un contexte de vieillissement des installations ; une crise financière avec la quasi-faillite d'AREVA nécessitant un “sauvetage” incertain par l'apport de fonds publics et l'endettement colossal d'EDF ; enfin une crise sociale du fait de licenciements, de l'aggravation des conditions de travail, notamment chez les sous-traitants et les intérimaires. L'amplification des luttes anti-nucléaires, au plan national et international, notamment sur les risques pour les travailleurs et les populations et sur la question des déchets radioactifs, est nécessaire.

Il y a aussi des projets de relance de la filière plutonium pour maintenir à tout prix la “grandeur de la France”...

Depuis 1945, la production du plutonium, principal composant des armes nucléaires, est une véritable obsession des gouvernements français. Produit d'abord à Marcoule pour les besoins militaires, puis à La Hague pour les besoins essentiellement civils, le plutonium devait être le “combustible” des réacteurs “surgénérateurs”. Après Rapsodie, Phénix et l'échec de Superphénix (définitivement arrêté en 1998) - échecs vécus également aux Etats-Unis, au Royaume-Uni et au Japon - les nucléaristes français ont inventé le MOX (combustible mixte d'uranium et de plutonium) qui équipe une vingtaine de réacteurs d'EDF, sans aucun intérêt économique mais avec des risques accrus. Le projet ASTRID à Marcoule devait relancer la filière des surgénérateurs, mais sa réalisation est fortement hypothétique, d'abord pour des raisons financières, mais aussi et surtout parce que ce type de réacteur est particulièrement dangereux. Le pire peut arriver et il faut se préparer à mener une opposition active à ce projet dangereux et inutile.

Une mobilisation internationale pourrait-elle faire bouger les lignes ?

Le nucléaire civil est en déclin dans le monde : la part du nucléaire dans la production mondiale d'électricité a atteint son maximum de 18 % en 1996 et n'a cessé de décroître ensuite. Deux grandes raisons : les risques (accident, déchets) et des coûts croissants. Décroissance régulière aux Etats-Unis, abandon en Italie, mise en œuvre d'une sortie définitive en Allemagne en 2022, renoncement ou report de décision dans de nombreux “nouveaux pays”. Seule la Chine poursuit un programme ambitieux, mais qui déjà se restreint et connaît des retards. La mobilisation internationale est particulièrement importante, pour dénoncer cette crise globale à très haut risque que l'industrie nucléaire fait peser sur nos sociétés. Il faut pousser vers la sortie du nucléaire dans les pays qui l'utilisent. Une mobilisation internationale doit aussi aider les peuples dont les gouvernements voudraient développer les techniques nucléaires, à bloquer ces projets en leur fournissant des informations sur les questions techniques, de sûreté, sur les risques de la radioactivité, sur les conséquences d'un accident, sur les vrais coûts du nucléaire, etc. Le soutien des populations, l'importance du dialogue entre les organisations anti-nucléaires et les travailleurs du secteur, la solidarité internationale, sont également essentiels.

Propos recueillis par Jacqueline Balvet

Forum social mondial anti-nucléaire
du 2 au 4 novembre 2017 à Paris : wsfnonuke.org

Notre-Dame-des-Landes

8 et 9 juillet 2017

De nos terres à la Terre

Résister, agir, vivre...

Continuer la lutte... en déjouant les pièges : tel était le titre de l'article du Lignes d'Attac #105 consacré à Notre-Dame-des-Landes. Nous pouvons sans problème le reprendre à l'identique, un an après, nous rappelons avec le sourire que l'année 2017 devait être celle de l'ouverture de l'aéroport.

La situation a été très tendue en automne 2016, les menaces de Valls d'une attaque d'ampleur inédite pour vider la "zone à défendre" (ZAD) se révélant très crédibles, vu les contraintes des calendriers dont les porteurs du projet sont obligés de tenir compte (celui lié aux espèces protégées en particulier, mais aussi celui lié aux présidentielles).

Face à cette menace, des centaines de personnes sont venues aux week-ends "défendre la ZAD" qui se sont succédé en septembre. La journée du 8 octobre a connu un succès énorme, des milliers et des milliers de personnes sont venus sur la ZAD pour faire le "serment des bâtons", en les plantant sur place et en affirmant leur engagement à venir les reprendre en cas d'attaque. La CGT d'AGO-Vinci (Aéroport du Grand Ouest) a appelé les salariés des boîtes susceptibles d'être concernées par des travaux à fournir des informations, à faire valoir leur droit de retrait. Cette mobilisation inédite et spectaculaire n'a pas été étrangère à l'attentisme finalement choisi par Valls. Un répit a permis la reprise de forces pour les militants épuisés par la tension, l'organisation de la résistance sur le terrain, les rondes nocturnes pendant des semaines.

Un élément nouveau et très positif de cette année a été la construction et la participation active d'un collectif syndical¹, qui a invité les militants anti-aéroport et animé dans la manifestation du 1er-Mai, un cortège spécifique très dynamique.

Pendant ce temps, les constructions se multiplient, de nouveaux projets ont démarré, les travaux collectifs se poursuivent. Pendant que la préparation des présidentielles, avec la venue de "politiques" sur le terrain, a été l'occasion de mettre en évidence de sérieuses divergences sur le terrain politique.

A l'heure où sont écrites ces lignes, si nous connaissons le nouveau président et son premier gouvernement, avec Nicolas Hulot en tête de gondole pour l'affichage de vertueuses intentions écologiques et solidaires, si nous avons bien noté l'engagement de la nomination d'un (ou plusieurs) "médiateurs", nous ignorons tout du résultat des futures législatives



© G de Crop / Acipa

et de la situation qu'elles créeront. Mais nous nous préparons à déjouer le probable nouveau piège. En particulier, il est pleinement contradictoire d'affirmer que le résultat de la consultation (biaisée et toujours mené songièrement baptisée "référendum") s'impose à tous, et qu'il faut une "médiation".

C'est dans ce contexte que nous préparons le rassemblement de cet été.

Le slogan de cette année est "De nos terres à la Terre - Résister, agir, vivre...". Nous y reprendrons l'idée du "serment des bâtons", c'est-à-dire de l'ancrage de notre lutte dans la terre, mais de manière plus belle, plus collective et plus pérenne par la construction de totems, que des collectifs ou des personnes pourront amener. Voir notredamedeslandes2017.org.

Pour la partie militante de ce rassemblement, nous évoquerons entre autres les perspectives de solidarités réciproques élargies par la présence du collectif syndical, et les grandes heures des alliances ouvriers-paysans de Loire-Atlantique depuis les années 70. Nous parlerons aussi des questions d'immigration... Et vous dégusterez certainement les films, le programme musical, en plus des quelques bières qui nous aideront au bouclage financier...

Venez dire avec nous que nous ne baissions pas la garde, l'aéroport, c'est toujours NON !

Geneviève Coiffard-Grosdoy

¹ Solidaires 44 – CNT 44 – CGT AGO – Collectif national des syndicats CGT de Vinci – CGT Travail-Emploi-FP 44 – CGT CDC et syndiqués CGT opposés à l'aéroport...

l'AlterVillage met le cap sur la Bretagne !

Rendez-vous du 27 juillet au 3 août à la Cidrerie du Golfe, dans le Morbihan, pour sept jours de créativité, de formation militante, de mixité générationnelle, d'enrichissement mutuel et de convivialité !

Depuis 10 ans, ce village alternatif, autogéré et auto-financé, accueille une centaine de participant·e·s d'Attac et d'ailleurs. Tour à tour cuisinier, distributeur de parole, porteur de savoir, barman, musicien... les AlterVillageoi·se·s œuvrent et s'organisent au sein de cet espace collectif.

- Une semaine pour échanger, réfléchir, découvrir des alternatives socialement et écologiquement innovantes. Ici, chacun·e est porteur d'expériences, de savoirs et savoir-faire à partager ;
- Un lieu d'éducation populaire, pour se former à des techniques militantes, pratiquer, gagner en efficacité et tout cela dans la bonne humeur ;
- Une pause pour se ressourcer, se rencontrer et repartir dans nos comités locaux, nos quartiers, nos campagnes... chargé·e à bloc pour l'année !

C'est à l'ombre des pommiers (bio), abritant aussi à l'année concerts et événements culturels, que l'AlterVillage d'Attac posera ses tentes. Au programme, ateliers pratiques de formation et d'échange de savoirs sur des thèmes variés portés par les participant·e·s : théâtre forum, désobéissance civile, luttes sociales, ZAD, extractivisme, clown-activisme, climat, communication non-violente, féminisme, démocratie, manif de droite, permaculture, logiciels libres... Sans oublier les ciné-débats, conférences gesticulées, concerts et autres soirées en musique, où l'on refait le monde, on chante, on danse, on rit...

Enfin, l'AlterVillage souhaite contribuer au renforcement du réseau local alternatif, en adoptant une cuisine bio et locale, en mettant en place des partenariats et en mobilisant les forces vives de la région.

Un événement non pas que l'on consomme mais que l'on (é)co-construit, ensemble...

Certains thèmes vous intéressent ?

Participez à leur (co)animation/préparation !
Nul besoin d'être un·e expert·e ou un·e grand·e conférencier·e... Contactez-nous !
Et parce que 10 ans ça se fête, n'hésitez plus et rejoignez-nous !

Plus d'infos : blogs.attac.org/altervillage
altervillage@attac.org

Les AlterVillageois.es

Ende Gelände : l'heuristique de l'action

En 1981, des dizaines de Prix Nobel lancent un appel contre la faim et pour le développement : il s'agit de substituer l'action collective politique à la charité individuelle, de donner "valeur de loi au devoir de sauver les vivants". L'association naîtra trois ans plus tard, dans l'optique de mener campagne en France pour une "loi de Survie".

Ende Gelände sert ainsi à la fois de lieu de formation à l'action directe non-violente, de construction du mouvement pour le climat, tout en se construisant comme alternative aux négociations et discussions (dans le "onusien", tout comme dans les cadres européens ou nationaux) sur des politiques de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

"Assez de paroles, des actes", affirmions-nous dans les rues de Copenhague, lors de la COP15 : Ende Gelände, c'est en quelque sorte l'heuristique de l'action. Montrer qu'il est possible, par des actions concrètes et ciblées, d'engager la transition vers un futur 100 % renouvelable, libéré des combustibles fossiles. Cette année, nous aurons même une double ration d'Ende Gelände : du 24 au 29 août, puis du 3 au 5 novembre, juste avant que ne s'ouvre la COP23 (qui se tiendra à Bonn, sous présidence fidjienne).

Au moment où les projets de développement d'infrastructures fossiles se multiplient en Europe (incluant la France ; pensons notamment au gazoduc Midi-Catalogne, "Midcat"), Ende Gelände pourrait à n'en pas douter jouer un rôle clef dans la formation d'un réseau d'activistes prêt à se mobiliser au cours des dix-huit prochains mois !

Pour en savoir plus : www.ende-gelaende.org/fr/

Nicolas Haeringer
(chargé de campagne en France pour 350.org)

Macron improvisé César d'un introuvable "bloc bourgeois"

Alors que la France se caractérisait par une compétition politique plutôt fermée et difficile à bouleverser pour des acteurs nouveaux ou habituellement minoritaires, les deux forces qui la structuraient et en tiraient une rente appréciable ont été privées du second tour. L'élection d'Emmanuel Macron inaugure un paysage structuré autour de trois pôles : les partisans de l'adaptation aux impératifs du marché global, que le nouveau président tentera de coaliser dans sa majorité ; les conservateurs identitaires, essentiellement mobilisés sur des enjeux culturels ; et une gauche de transformation sociale, dont les équilibres internes se cherchent encore. Ces trois pôles s'identifient de plus en plus clairement dans l'ensemble des démocraties consolidées du Vieux continent.

Un ordre électoral français en recomposition depuis 2007

"Rien ne se passe comme prévu" a été le mantra favori de la campagne électorale. Sans être nécessairement prévisibles, les rebondissements observés pointent toutefois vers des mutations au long cours. Macron aurait-il gagné si Juppé avait été le candidat de la droite désigné aux primaires de ce camp ? Peut-être, mais la défaite de l'ancien Premier ministre de Chirac, qui souhaitait s'adresser aux électeurs du centre et gouverner avec des socialistes "raisonnables", a tout de même quelque chose à voir avec la droitisation de la droite depuis l'ère Sarkozy. Sans les affaires d'emploi fictif et de cadeaux de luxe révélées pendant la campagne, Fillon aurait-il été au second tour ? Probablement, mais les points qu'il a perdus ont avant tout gonflé le score de Dupont-Aignan, et n'auraient pas suffi à faire passer Macron sous la barre des 20 %. Loin d'être aberrante, la faiblesse de la droite résulte bien de deux dynamiques antérieures à 2017 : l'émergence d'un centre autonome incarnée une première fois par Bayrou, et le changement de dimension du FN ces dernières années.

De même à gauche, les erreurs de campagne de Hamon et les bonnes prestations télévisuelles de Mélenchon ont certes nourri une spirale de polarisation des électeurs de gauche sur le candidat de la France insoumise, dès lors que ce dernier a creusé l'écart avec son concurrent dans les sondages. Là encore, on ne peut cependant ignorer la récurrence de défaites sévères du PS après l'exercice du pouvoir. Comme le note l'électoraliste Pierre Martin, celles-ci sont de plus en plus lourdes au fil du temps : *"si, aux législatives de 1986, le PS avait bien limité les dégâts (31,6 %), ce n'était déjà plus le cas en 1993 (18,9 %), législatives où la gauche française avait enregistré la plus grande défaite de son histoire, puis en 2002 (16,2 %) où Lionel Jospin a été éliminé dès le premier tour de la présidentielle. 2017 est une sorte d'apothéose : le PS n'est même plus dominant à gauche"*¹. On ne peut pas non plus abstraire le score piteux de Hamon d'un contexte d'accélération du déclin électoral de la social-démocratie durant la décennie 2010².



En fait, la France n'en finit pas d'assister à la décomposition/recomposition de l'ordre électoral qui prévalait depuis le milieu des années 1980. Ce dernier était caractérisé par une alternance régulière entre deux blocs de gauche et de droite, dominés chacun par une force principale (RPR/UMP/LR d'un côté, PS de l'autre). Les deux blocs étaient concurrencés par une force impuissante car isolée, le FN, dont l'électorat singularisé par son ethnocentrisme pesait environ 15 % des suffrages au meilleur de sa forme, c'est-à-dire aux élections présidentielles. A cet égard, le "séisme" de 2002 doit être relativisé, dans la mesure où il n'avait guère troublé le jeu habituel de l'alternance, d'autant moins que le FN avait nettement reculé aux législatives, s'avérant une nouvelle fois incapable de faire élire un nombre significatif de députés.

La véritable rupture date en réalité de 2007, lorsqu'avec une structure électoral différente de celle de ses prédécesseurs, le candidat Sarkozy a épargné à la droite une alternance pour la première fois depuis 1981. L'assèchement du FN s'est alors opéré au prix d'une radicalisation durable de l'électorat de droite sur la question du multiculturalisme et de l'identité nationale. Un espace inédit fut ainsi libéré pour un centre autonome (d'où les 18,6 % atteints par Bayrou). Si l'élection présidentielle de 2012 a pu donner l'impression d'un retour à un ordre ordinaire, celui-ci n'était qu'apparent, ainsi que l'ont montré les évolutions ultérieures.

– Premièrement, le FN s'est hissé à des niveaux historiquement élevés en 2017, comme l'annonçaient déjà les élections européennes de 2014. Il n'a jamais pesé autant dans le total droite, bien qu'il reste incapable de contester de façon crédible le pouvoir national. Son absence de soutien massif de la part des milieux d'affaires et de la haute fonction publique continue de le handicaper dans l'élargissement de son influence. Il s'agit au passage d'une différence cruciale avec les fascismes historiques, compréhensible par le fait que l'horizon de la classe dominante est davantage supranational que durant l'entre-deux-guerres, qui avait vu s'achever la nationalisation des Etats. Depuis les années 1970, c'est plutôt un pro-



cessus de dénationalisation des frontières politiques, économiques et culturelles qui s'est engagé.

- Deuxièmement, si une tripartition de l'espace politique existe encore, elle n'a plus le même visage qu'avant 2007, quand une cloison étanche séparait le FN et ses sympathisants de ceux de la gauche et de la droite, eux-mêmes séparés par les enjeux socio-économiques. Désormais, les électorats LR et FN sont relativement poreux sur la dimension culturelle des affrontements politiques. Ils ne se distinguent plus par une différence de nature, mais par une différence d'intensité dans l'importance qu'ils accordent aux enjeux d'immigration et de sécurité.
- Troisièmement, la gauche a atteint des scores historiquement médiocres aux élections intermédiaires depuis 2012. La faiblesse inédite de l'étiage de la gauche s'est confirmée lors de la présidentielle, ses représentants ne cumulant que 27,7 % des suffrages. Il faut cependant tenir compte du fait que de nombreux électeurs de Hollande en 2012 ont voté en faveur de Macron cette année. On peut toutefois ne pas comprendre pourquoi l'ensemble des droites est resté sous la barre des 50 %, sans cette remobilisation d'électeurs qui s'étaient probablement réfugiés dans l'abstention durant les élections intermédiaires.

Conflits sociaux et conflits identitaires bouleversent les systèmes partisans en Europe

D'autres pays ont vu les structures de leur compétition politique bouleversées depuis la grande crise économique de 2008. Les politiques austéritaires pratiquées par la plupart des dirigeants pour y répondre, en s'isolant de plus en plus de l'intervention populaire, ont suscité des résistances qui ont également mis en cause l'involution autoritaire des régimes représentatifs. Cela a particulièrement été le cas dans les Etats dits périphériques de la zone euro. Non seulement les niveaux des forces politiques ont connu des évolutions brutales, mais certaines ont accompli des percées spectaculaires dès leur apparition, comme le Mouvement 5 étoiles en Italie ou Podemos en Espagne. La crise des réfugiés a de son côté (ré)activé de manière particulièrement forte les conflits autour de l'immigration, du multi-

culturalisme et de l'intégration européenne. Cela s'est notamment produit dans les pays au centre et au nord de l'Europe, comme l'ont illustré la percée de l'AfD en Allemagne et celle des héritiers des néo-nazis en Suède.

La France est au confluent de ces évolutions, qui prennent leur source dans la fin des compromis de classe positifs pour le salariat, ainsi que dans le travail de politisation accompli par des entrepreneurs identitaires, sur fond d'un occidentalisme ayant substitué l'Islam au communisme comme ennemi intérieur et extérieur. S'agissant du premier aspect, les économistes Bruno Amable et Stefano Palombarini ont bien rendu compte des quarante années durant lesquelles les dirigeants français ont peu à peu entraîné le capitalisme français sur une voie plus libérale, sans être capables de bâtir des coalitions électorales majoritairement et durablement satisfaites de ces mutations. Avec la transgression osée par les socialistes sur la loi travail et l'extrémisme néolibéral de Fillon, un point d'orgue a été atteint, qui s'est ironiquement soldé par la victoire de Macron, improvisé César d'un introuvable "bloc bourgeois"³. Ce dernier a joué en même temps de l'insatisfaction des Français vis-à-vis de leur classe politique et du vague espoir d'un gouvernement des "bonnes volontés".

A sa droite, le FN devra se poser la question de la viabilité électorale de son discours économique. L'électorat de gauche critique de l'intégration européenne se désole des conséquences sociales du primat de la concurrence et des grands équilibres, mais son faible niveau de xénophobie et d'autoritarisme en fait un espace politique très résistant à la rhétorique frontiste. Dans l'électorat de droite, celle-ci se heurte aux intérêts patrimoniaux des retraités et des classes moyennes supérieures, qui ne goûtent guère ses velléités d'aventures monétaires et redoutent de devoir financer un surplus de protection sociale, fût-elle strictement réservée aux natifs de France.

À sa gauche, la France insoumise a réussi une double prouesse : devancer le PS et restaurer un niveau de soutien électoral inédit depuis 1981. Depuis les comités Juquin morts-nés jusqu'au provisoire Front de gauche, en passant par l'échec des comités antilibéraux, c'est avec un quart de siècle d'incapacité à bouleverser le jeu politique que rompent les 19 % acquis à la présidentielle. Mais la France insoumise est précisément une force qui a pris acte de l'obsolescence de la dualité "socialisme/communisme" ou "réformisme/révolution" pour lier dans un discours créatif les questions démocratique, sociale et écologiste. Cela explique sans doute l'absence de volonté de composer avec des appareils vieillissants. S'il veut s'élargir encore, cet espace de gauche alternative doit néanmoins apprendre à gérer son irréductible pluralité, allant des milieux libertaires jusqu'aux sociaux-démocrates radicalisés.

Fabien Escalona

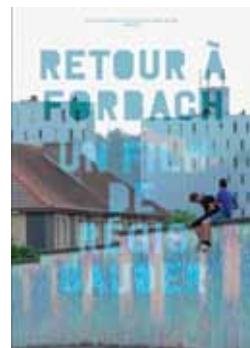
docteur et enseignant en science politique,
analyste pour Mediapart

¹ Pierre Martin, "La présidentielle 2017, accélérateur de transition", *The Conversation*, 10 mai 2017

² Fabien Escalona, "La social-démocratie en Europe : crise terminale ou nouveau champ de bataille ?", *Mouvements*, n° 89, 2017

³ Bruno Amable et Stefano Palombarini, *L'illusion du bloc bourgeois, Raisons d'agir*, 2017

A VOIR A LIRE



1 336 jours, des hauts, débats, mais debout

La lutte des Fralib est devenue le symbole des combats collectifs contre la fatalité des délocalisations. Et le combat a duré 1 336 jours ! 1 336 jours pendant lesquels les Fralib se sont battus sans relâche contre la multinationale Unilever, l'un des Requins Attac de l'année 2014, qui a décidé en 2010 de fermer son usine de conditionnement de thé et infusion de Gémenos en invoquant son manque de rentabilité. Après le film *Pot de thé / Pot de fer*, le réalisateur Claude Hirsch nous fait vivre la suite de la saga des Fralib qui, après avoir monté leur coopérative, ont choisi de produire différemment en utilisant des produits bio et locaux. Une histoire qui résonne avec celles des LIP (voir le film de Christian Rouaud, *Les Lips, l'imagination au pouvoir*) et qui vient une fois de plus prouver que si une usine peut se passer de dirigeants, elle ne peut en revanche pas faire l'impasse sur les ouvriers.

Claude Hirsch est un réalisateur-auteur à qui l'on doit notamment le superbe opus *Denis Martinez, un homme en libertés* (2014), le premier volet de l'aventure des Fralib *Pot de thé / Pot de fer* (2011) ainsi que *La Tôle et la peau, dire l'usine* (2010).

Hervé Thomas

1 336 jours, des hauts, débats, mais debout
documentaire
réalisation : Claude Hirsch
sortie : 22 mars 2017, 73 min

La Cigale, le corbeau et les poulets

L'histoire commence le 3 septembre 2009 sous le règne de Sarkozy. Depuis quelques temps, le président et ses proches reçoivent par la poste des lettres de menace accompagnées de balles de 9 mm d'une mystérieuse cellule "34". A l'autre bout de l'Hexagone, un petit village de campagne vit paisiblement, avec son bureau de tabac où se retrouve une poignée de trublions libertaires qui fourrent leur nez partout, affichent leurs convictions et publient une gazette dénommée *La Commune*, allant jusqu'à présenter une liste aux municipales. Il n'en faut pas plus pour qu'une brigade antiterroriste débarque dans le village en arrêtant *manu militari* nos pépères contestataires. On rit beaucoup à voir comment nos irréductibles villageois se dépêtront de cette affaire qui a toutes les apparences d'une farce délirante, mais qui n'en est pas moins vraie pour autant.

Olivier Azam est un réalisateur de films documentaires portant sur la thématique des luttes sociales. Parmi ses films, on peut citer notamment : *Désen-tubages cathodiques* (2005), *Chomsky et Cie* (2008), *Howard Zinn, une histoire populaire américaine* (2015).
Hervé Thomas

La Cigale, le corbeau et les poulets
comédie
réalisation : Olivier Azam
sortie : 18 janvier 2017, 95 min

Retour à Forbach

Régis Sauder revient dans le pavillon de son enfance à Forbach, une ville qu'il a fui 30 ans plus tôt. Et c'est à l'occasion de ce retour qu'il nous raconte ce que fût cette cité industrielle et ce qu'elle est devenue aujourd'hui. C'est Forbach mais ce pourrait être Gandrange ou Hénin-Beaumont, autant de territoires passés sous le rouleau compresseur de la mondialisation et ses délocalisations. Une ville où les commerces de proximité ont disparu au profit des "baux à céder", où cet ancien bastion de gauche a vu une montée de l'extrême-droite vertigineuse. Tou-te-s les Forbachois-es qui n'ont pas fui, toutes ces "vies qui ne laissent pas de traces", nous disent l'inexorable déclin social de la ville, l'exclusion, la misère, l'horizon bouché, la rupture du lien social et le sentiment d'abandon. Régis Sauder nous livre là un grand film politique, et plein d'espoir.

Régis Sauder est né en 1970, à Forbach. Après des études de neurosciences, il s'oriente vers le cinéma documentaire et réalise notamment deux long-métrages sortis en salles. Il est actuellement président de l'Association du Cinéma Indépendant pour sa Diffusion (ACID).

Hervé Thomas

Retour à Forbach
documentaire
réalisation : Régis Sauder
sortie : 19 avril 2017, 78 min
retour-a-forbach.com

A VOIR A LIRE



La valeur-travail

Dans *L'économie politique du XXI^e siècle, De la valeur-capital à la valeur-travail*, François Morin propose un renouvellement de la théorie de l'accumulation sans fin du capital. Il s'appuie sur un concept de Marx laissé dans l'ombre : la valeur-capital, que Morin critique pour laisser la place à la valeur-travail. L'accumulation du capital est fondée sur l'appropriation du sur-travail prolétaire dans un cycle qui se renouvelle constamment, en passant de la forme argent à la forme marchandise, puis de nouveau à la forme argent, une fois celui-ci grossi de la plus-value extorquée à la force de travail. Mais cela ne serait pas possible sans la correspondance entre chacune de ces trois formes et une organisation précise : une organisation financière, une organisation économique et juridique et une organisation socio-technique. La conséquence est que "l'économie capitaliste, même financiarisée, dépend fondamentalement de cette production de valeur, source ensuite de tous les revenus distribués."

Pour renverser la domination de la valeur-capital, il s'agit donc de refonder le travail, la monnaie et la démocratie. Un programme qui intéressera tous ceux qui entendent dépasser le capitalisme néolibéral. Avec un premier sujet de discussion sensible : la proposition de remplacer l'impôt sur le revenu par un impôt sur le patrimoine.

**L'économie politique du XXI^e siècle,
De la valeur-capital à la valeur-travail**

François Morin
Lux éditeur, 2017 (Montréal)

Immigration en France

Au moment où on entend des discours irrationnels sur l'immigration, la lecture de ce livre doit être recommandée car il prodigue des mises au point salutaires. Professeur d'économie, spécialiste des relations internationales, El Mouhoub Mouhoud (EMM) commence par pourfendre "quinze mythes sur les migrations qui interdisent le vrai débat". Statistiques officielles à l'appui, EMM montre que la France n'est plus une terre d'accueil, car sa population immigrée, égale à 8,9 % de la population totale, est très inférieure à la moyenne des pays de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), égale à 13 %. De même, la part des migrants en situation irrégulière est plus faible que chez nos voisins européens, résultat de politiques répressives.

EMM présente des pistes "pour une politique alternative d'immigration". Il propose ainsi de créer un "permis de résidence permanent", pour remplacer la multiplicité des statuts existants ; et de favoriser la mobilité des migrants en garantissant la transférabilité de leurs droits. EMM plaide également pour une politique d'accueil des réfugiés coordonnée au niveau européen. Ne faudrait-il d'ailleurs pas aller plus loin, et définir une politique d'accueil à l'échelle internationale, sous l'égide des Nations unies, dont les prérogatives devraient être élargies ?

Dominique Plihon

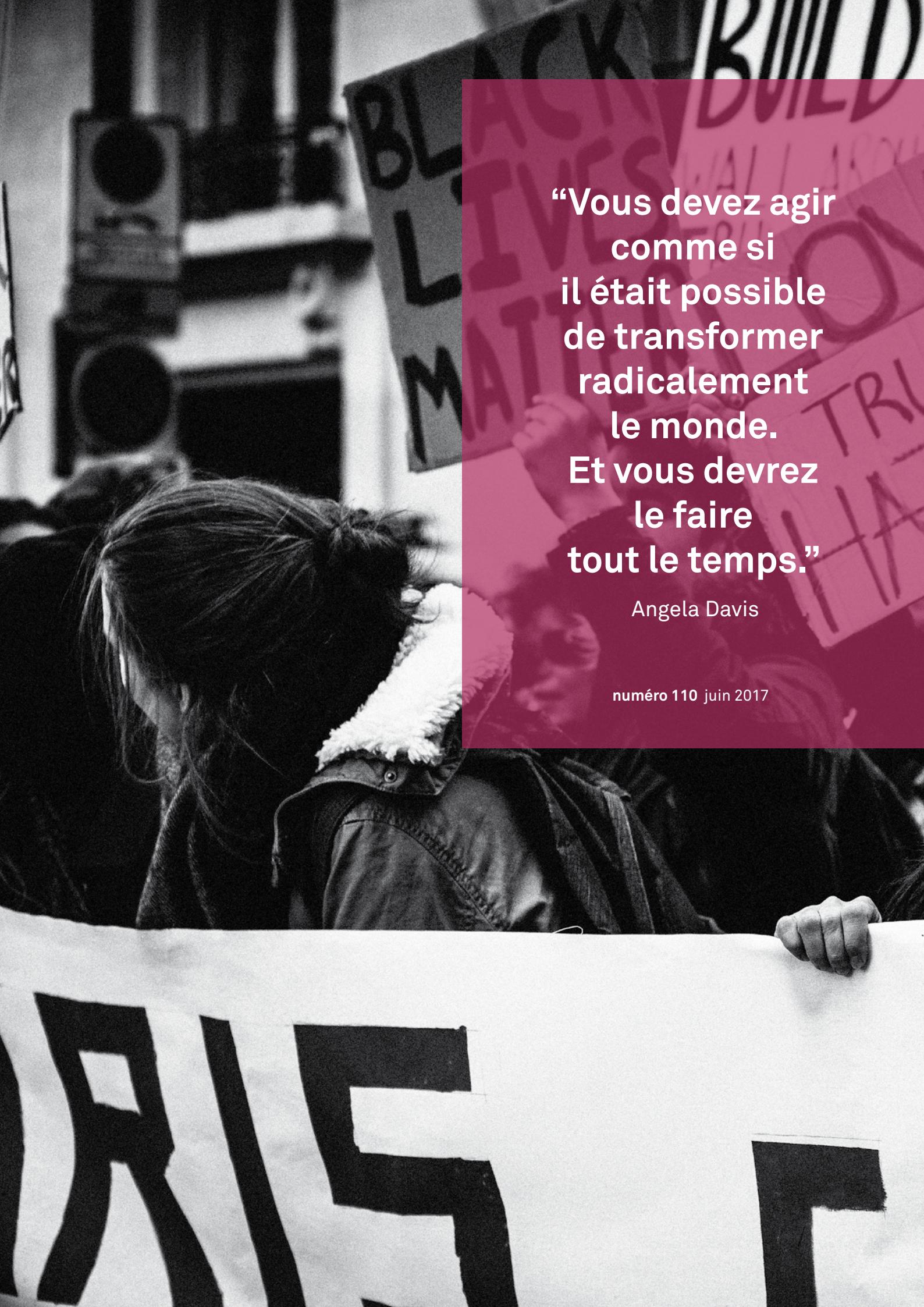
**L'immigration en France
Mythes et réalités**
El Mouhoub Mouhoud
Fayard, 2017

La Société écologique et ses ennemis

Connu pour son travail sur les origines du néolibéralisme, Serge Audier s'attaque ici aux origines de la pensée écologique, en se positionnant à rebours à la fois des poncifs des Gauchet, Ferry ou Bruckner qui veulent cantonner l'écologie à un discours réactionnaire, mais aussi des lieux communs faisant des années 1970 l'émergence de la pensée écologique. Dans un exercice d'histoire des idées brillamment mené sur plus de 700 pages, Audier exhume les traditions écologistes de gauche, qu'elles soient d'inspiration socialiste ou anarchiste, pour montrer combien la gauche a été le creuset, depuis très longtemps, de pensées et de pratiques écologiques qui ont échappé au productivisme, à l'industrialisme et à une approche technophile. Souvent marginalisées et congédierées sous le double effet de blocages intellectuels tenaces et de combats politiques menés et gagnés par les courants politiques hégémoniques, ces traditions intellectuelles ont été chassées de l'iminaire des gauches, renforçant nos difficultés pour forger un autre rapport à la nature. Refusant de focaliser l'attention sur les seules figures solitaires et précurseurs de l'écologie, Audier réussit son pari consistant à établir des liens et produire un récit, de gauche et à prétention universaliste, dans lequel les luttes pour la liberté et l'égalité s'articulent aux luttes pour défendre la nature.

Maxime Combes

**La Société écologique et ses ennemis.
Pour une histoire alternative
de l'émancipation de Serge Audier**
La Découverte, 2017



**“Vous devez agir
comme si
il était possible
de transformer
radicalement
le monde.
Et vous devrez
le faire
tout le temps.”**

Angela Davis

numéro 110 juin 2017